



**HAL**  
open science

# Différents, semblables, mêlés : réflexion sur les individus, leurs rapports à l'espace urbain et leurs représentations de la vie sociale

Nicolas Bautès, Marluci Menezes

## ► To cite this version:

Nicolas Bautès, Marluci Menezes. Différents, semblables, mêlés : réflexion sur les individus, leurs rapports à l'espace urbain et leurs représentations de la vie sociale. ESO Travaux et Documents, 2013. halshs-01496504

**HAL Id: halshs-01496504**

**<https://shs.hal.science/halshs-01496504>**

Submitted on 27 Mar 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Marluci Menezes**

LABORATOIRE NATIONAL DE GÉNIE CIVIL (LNEC), DIVISION DE L'ÉCOLOGIE SOCIALE LISBONNE  
marluci@lnec.pt

**Nicolas Bautès**

ESO CAEN UMR 6590  
CNRS - UNIVERSITÉ DE BASSE NORMANDIE  
CNRS-CENTRE D'ÉTUDES DE L'INDE ET DE L'ASIE DU SUD (EHESS)  
nicolas.bautès@unicaen.fr

## INTRODUCTION

La tentative de saisir la complexité de la question urbaine à travers le prisme de la diversité des êtres urbains et de leur inscription dans des entités culturelles ou sociales fixes ou figées, peut conduire à occulter de multiples aspects qui caractérisent à la fois leurs rapports à l'espace et leurs représentations de la vie sociale.

Cette démarche de réification court le risque de dissimuler les capacités de ces sujets à combiner, à (se) connecter, à (se) déconnecter d'objets, de lieux et de relations sociales. Aussi, comment capturer et analyser les innombrables fragmentations, jonctions et disjonctions qui caractérisent ces individus-sujets contemporains sans recourir à des analyses totalisantes qui ne permettent d'expliquer qu'en partie seulement à la fois la condition d'être urbain aujourd'hui, et la diversité de leurs usages de l'espace urbain et des représentations qu'ils produisent à son égard ? Comment procéder à une analyse des rapports qu'ils entretiennent avec l'espace sans les figer dans des catégories autocentrées – parce que produites par nous-mêmes, chercheurs en sciences sociales, ou par des commanditaires de projets (ex. : « habitants », « étrangers/immigrés », « *slum dwellers* ») ?

Il ne s'agit ici ni d'apporter des réponses de principe ni de témoigner en faveur ou contre telle ou telle posture théorique (généralement identifiée au travers de l'opposition individualisme/holisme), mais bien de discuter, à partir de points de vue méthodologiques et théoriques établis sur la base de travaux empiriques, des moyens qui s'offrent aux chercheurs pour rendre compte des expériences multifacettes et multi-situationnelles qui caractérisent les modes selon lesquels les êtres urbains vivent, font et (se) représentent société et espace urbains.

## APPROCHE DE LA DISCUSSION, ORIENTATIONS THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

Dans l'ambition d'étudier les modalités selon lesquelles les individus prennent part à une société désignée comme "globale", marquée par sa diversité et par de fortes stratifications sociales, nous souhaitons ici comprendre comment les individus se positionnent face à des situations diversifiées, non pas seulement à partir de leur appartenance de facto à des groupes sociaux identifiés, et, faisant, expliqués à partir d'univers totalisants, mais aussi sur la base de leurs propres visions et identifications individuelles au monde. En d'autres termes, il s'agit de mettre en évidence ce que l'anthropologue brésilien G. Velho désigne comme le « ton dominant » des discours sociaux (Velho, 1998: 60), qui résulte des manières dont les individus, inscrits dans des groupes d'appartenance multiples (famille, caste ou communauté religieuse par exemple), construisent leurs systèmes de significations et de classifications qui leur permettent de se situer dans la ville et, plus largement, dans le monde qui les entoure.

Partant d'exemples issus de travaux menés au Portugal (Quartier de la Mouraria – Lisbonne) et en Inde (Bidonville de Behrampada – Mumbai) – présentés à partir du double regard d'une anthropologue et d'un géographe –, il s'agira de discuter de la pertinence de ces orientations pour comprendre les manières dont nos similitudes et dissemblances se mêlent, composant des expressions sociales diversifiées qui, si elles ne sont le plus souvent pas égalitaires, demeurent inscrites dans l'espace et contribuent ainsi à le marquer durablement. Ces lieux dans lesquels les sujets mettent en œuvre leurs pratiques, dessinant des sens et des significations, sont autant d'expressions de l'organisation sociale - différenciée et inégale - de la ville.

L'objectif de cette réflexion est de mettre en récit certains fragments de la parole exprimée par les individus inter-

rogés. Recueillis dans des contextes différents et dans le cadre d'ambitions de recherches distinctes, les extraits d'entretiens permettent d'identifier les registres d'expressions de la vie quotidienne, valorisés au détriment d'autres, qui expliquent, fût-ce en partie, comment les individus perçoivent leur participation à un contexte plus large que celui dans lequel ils sont socialement identifiés. À ce titre, il ne s'agit pas de dégager de possibles éléments de comparaison, mais de rendre compte, sur la base d'entretiens compréhensifs construits autour de problématiques traitant du logement, des situations vécues par des habitants de quartiers dans des contextes de transformation urbaine.

Au-delà de réalités sociales et urbaines différenciées – celles de quartiers d'habitat précaires de Mumbai, celle d'un quartier central longtemps dégradé de Lisbonne –, il est possible d'identifier des récurrences dans les manières dont les habitants interrogés se réfèrent aux documents justifiant leur statut d'habitant du quartier, ou encore dans les manières dont ils évoquent leur travail, leurs trajectoires résidentielles, la précarité socio-économique ou celle de leurs conditions d'habitat ou encore plus largement, les manières dont ces individus s'inscrivent dans un cadre social urbain plus large que celui de leur quartier (Fig. 1 et 2).

fig. 1 Approche méthodologique

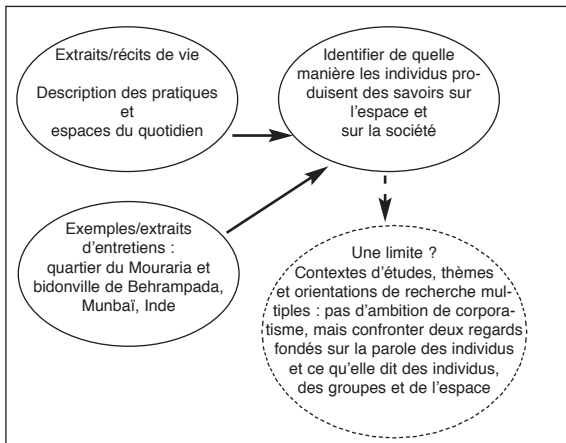


fig. 2 Synthèse des perspectives de la réflexion

Appréhender le groupe au travers des individus	
Des registres d'identification parfois combinés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• religieux</li> <li>• politique</li> <li>• socio-spatiaux, ex. : «familiers» ou « de voisinage »</li> </ul>
Envers des groupes ou des entités parfois difficiles à appréhender et qui évoluent dans le temps	<ul style="list-style-type: none"> <li>• famille proche ou élargie</li> <li>• caste, communauté religieuse</li> <li>• association de résidents</li> <li>• citoyenneté</li> </ul>
Passer de l'espace domestique à l'espace commun	

## BREFS COMMENTAIRES SUR LES ENTRETIENS RÉALISÉS

### Quartier de la Mouraria - Lisbonne

Dans le cadre d'un travail de recherche s'intéressant au quartier de la Mouraria à Lisbonne, (voir fig. 2) dont le principal objectif était d'en analyser les processus de construction d'images et d'imaginaires (Menezes, 2004, 2012), nous avons réalisé une série d'entretiens avec les habitants les plus anciens du quartier. Ces entretiens devaient recueillir des informations permettant d'illustrer comment certaines expériences de la vie quotidienne contribuent à produire une vision spécifique du quartier et une perception de ses transformations. Dans une première phase du travail plusieurs habitants furent interrogés. À partir de l'échantillon, huit cas de familles qui avaient vécu toute leur vie dans le quartier furent approfondis.

Dans le cas de Mumbai, initié dans le cadre d'un programme de recherche collectif, l'ambition était de caractériser les logiques sociopolitiques à l'œuvre dans le cadre de la procédure de réhabilitation du bidonville de Behrampada. Dans un contexte de forte pression foncière et d'importantes contraintes sociales et institutionnelles pesant sur les habitants du quartier, une enquête conduite entre août 2007 et mai 2010 a permis d'identifier les marges de manœuvre dont disposaient les habitants en matière de logement (Bautès et al., 2011)<sup>1</sup>.

## LE TRAVAIL ET LES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

### Les mots qui racontent l'accès à la citoyenneté de résidents dans la transition démocratique au Portugal

Sur la base des entretiens effectués avec les habitants de la Mouraria, la démarcation établie entre les temps « d'avant », associée au régime de l'État Nouveau (*Estado Novo*) et le régime démocratique qui lui succéda est notable.

« La police con-fraternise avec nous, nous sommes là à converser, si nécessaire, nous allons au café boire un

1- La présente analyse repose sur le résultat de cette enquête, établie à partir d'observations de terrains et d'entretiens compréhensifs effectués auprès de 44 membres de familles habitant le slum, dont plusieurs membres d'associations de résidents, ainsi que de représentants de groupes immobiliers, d'associations (de type ONG) et de responsables municipaux (MHADA). Cette démarche a été effectuée dans le cadre du programme SETUP, en collaboration avec Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky et E. Boissinot. Pour une étude plus approfondie de ce travail, voir notamment Bautès N., Boissinot E. & Saglio-Yatzimirsky, 2011, « Ressources foncières et pression immobilière à Mumbai », *Tiers-Monde*, Dynamiques foncières dans les pays du Sud, n°206 (2/2011), p. 54-74.

verre avec eux. Avant, ce n'était pas le cas, nous avions peur quand nous voyions un policier, c'était le temps de Salazar. Ici, nous passions et nous entendions des cris, de femmes, d'hommes, d'adolescents et tout (...). On vivait une dictature (...). Il y avait des descentes ici dans la taverne, apparaissaient d'un coup dix policiers, ils entraient à l'intérieur et chahutaient les gens, et il fallait qu'ils mettent tout ce qu'ils avaient dans les poches sur la table, ils prenaient tout. (...) Tout ceci est terminé, grâce à Dieu! Mais la question de la sécurité a empiré aujourd'hui, il n'y a qu'à voir ceux qui sont par ici maintenant. (...) » (Sr. Paulino, habitant du quartier).

Pendant le régime de l'État Nouveau (Estado Novo), il est mentionné que les adultes devaient se contenter du « football, de la taverne et de la messe, parce qu'on ne pouvait faire rien d'autre à cause de la dictature ». Les modes de vie étaient limités à une forme de « triangle des loisirs » comme le souligne Sr. Paulino, esquissant ici un schéma qui rappelle les relations anthropologiques où, selon lui, la messe occupait le sommet du triangle, le football et la taverne sa base.

Cette intervention met en évidence la manière dont certains habitants, se souvenant de ce temps « d'avant », racontent leurs expériences de travail qui occupaient toujours une grande partie de leur vie, et les mettent en relation avec le temps présent: la conquête du droit à la citoyenneté était exprimée à travers la quête pour l'obtention de documents administratifs. La question du travail est abordée au travers de détails comme celui du mouvement des mains calleuses, les nombreuses heures passées à travailler, les rares moments de détente, le manque de droit des travailleurs qui ne furent acquis qu'à la fin du régime salazariste et l'instauration de la démocratie. Quelques-unes des personnes interrogées, non sans orgueil, soulignent que « maintenant » ils cotisent auprès de la Caisse de Prévoyance Sociale (Caixa de Previdência Social), qu'ils possèdent le permis de conduire (surtout les hommes), un compte bancaire, une carte de sécurité sociale, etc. Ces documents sont retirés des tiroirs de l'armoire ou de la poche, ils nous sont fièrement montrés, élevés au rang de symboles d'une reconnaissance sociale.

***Les mots qui racontent le difficile accès au logement dans le contexte de la lutte contre l'habitat précaire: beh-rampada (Mumbai)***

Visant l'objectif inscrit dans les termes du programme de recherche pour lequel l'enquête a été lancée, d'inter-

roger les situations vécues par les habitants de bidonvilles vis-à-vis de procédures de relogement encadrées par les instances municipales, nous avons initié des entretiens compréhensifs particulièrement structurés autour des questions suivantes: de quelle manière, c'est-à-dire par quels recours (administratifs, institutionnels, sociaux), les familles obtiennent-elles le droit à bénéficier d'un appartement? Quels justificatifs permettent d'accéder à la procédure de relogement, et d'y être éligible? Le cas échéant, quelles ressources sociales mobilisent-elles? Quels sont les freins rencontrés?

Face à cette série de questions dont certaines peuvent apparaître délicates, nous avons été confrontés à un discours récurrent: parmi les personnes interrogées, plusieurs soulignent la suite de difficultés rencontrées par les familles pour accéder à un relogement sans avoir recours à des acteurs désignés comme des « intermédiaires ». Elles se réfèrent à eux en nommant, timidement, ceux qui exercent des pressions sur elles, et en mettant en récit la destruction prochaine (et probable) de leur logement, la quête incertaine d'un autre logement sur place. Ces fragments de situations sociales vécues partagées, couplées à une analyse de la procédure de relogement, mettent en évidence l'effet du temps: en premier lieu, celui des procédures institutionnelles et des décisions politiques, de la lente et difficile mise en œuvre de la phase de destruction-reconstruction; chez les habitants, la manière dont est vécu le temps du projet est exprimée par une nécessaire patience et, souvent, par une incompréhension de situations vécues par d'autres familles qui, en dépit de situations « en apparence » semblables, voient leur situation s'améliorer soudainement par l'attribution d'un logement dans un bâtiment nouveau ou réhabilité. L'incompréhension est d'autant plus importante qu'elle semble reposer sur des non-dits. Les documents permettant d'être éligible au relogement sont montrés, sur le pas de la porte, assis dans l'unique pièce que constitue le logement, là où se tient l'entretien: cartes d'identité, cartes de rationnement (ration-card), document visé par les autorités donnant droit à un logement (fig. 3).

Le ton de l'entretien change à mesure que les familles, hommes ou femmes interrogés, évoquent le rôle puissant et ambigu de l'association locale de résidents, dominée par des chefs religieux musulmans qui « protègent » les habitants et qui négocient avec les constructeurs.

fig. 3 Carte d'accès à la procédure de relogement



photo-pass (N. Bautès, E. Boissinot, 2009)

## LA PAUVRETÉ ET LE LOGEMENT

### La pauvreté qui régnait et qui demeure dans le quartier de la Mouraria

La mémoire partagée par les habitants du quartier de la Mouraria met l'accent sur l'image de la misère qui touchait les maisons et les rues du quartier :

« (...) C'était une misère déclarée. J'ai eu ma première paire de chaussures alors que j'étais déjà adulte. J'avais des bottes qui avaient des bouts de fer au-dessous pour ne pas les user ; jusque-là, pour aller à l'école, j'étais sans chaussure, je marchais sans chaussure. (...) Nous, le dimanche, vêtir un costume, ou même des jeans c'était déjà plus possible : « regarde ce mec a les moyens, il a une veste du dimanche ! (...). Les personnes plus âgées, les hommes, portaient des sandales tressées qui étaient ce qu'il y avait de moins cher, c'est après qu'ont commencé à apparaître les baskets. C'était lié à la pauvreté, tout ça (...), pas seulement ici, dans le quartier, mais dans toute la province, en ce temps-là (...), heureusement, on n'en est plus là. » (Sr. Paulino)

Pour manger, beaucoup devaient avoir recours à la soupe populaire :

« Il y avait ici en haut de l'allée une cuisine pas chère qu'on appelait la Sopa do Sidónio. Le premier Président de la République, Sidónio Pais, avait créé ces soupes dans plusieurs quartiers et il y en avait une ici en haut de la Rue da Guia (...) devant le marché. Le long de cette rampe, il y avait une cuisine pas chère, où on fabriquait des bouillons. Les pauvres allaient là avec leur marmite, et là il y avait une petite soupe, un quart de pain, c'était comme ça que s'en sortait beaucoup de monde. » (Sr. Cândido).

Cette misère a profondément marqué la vie de beaucoup ; elle les a conduits à chercher de meilleures conditions de vie, un logement de meilleure qualité, une vie plus « moderne », comme le soulignaient plusieurs personnes qui ont vu leurs fils partir s'installer en périphérie de la ville. Ceci n'améliora pas la situation du quartier, dont un habitant interrogé souligne qu'elle n'avait fait qu'empirer :

« (...) De ces rassemblements familiaux qu'il y avait, parce que nous, l'été, on s'asseyait ici devant les portes, avant d'aller devant celles des autres, on restait ici à discuter, on était là sur cette petite place, il y avait une boulangerie, on prenait des couvertures et on restait là, parfois même on restait dormir là toute la nuit. Aujourd'hui ça ne se fait plus.

De nos jours, si une femme passe ici à 9 heures du soir, tout est fermé, tout le monde est enfermé chez soi. Les gens ont peur de sortir dans la rue. (...) On était ici et on cohabitait avec le voisinage, comme je l'expliquais: « Regarde machin, regarde comme il pleut! (...) » ou, quand une voisine était malade: « Tiens! Machine est malade, ça fait déjà quelques jours! ». Mais aujourd'hui, on ne voit plus ça. On est déshumanisés, le quartier même est déshumanisé ». (Sr. Paulino)

Néanmoins, si la misère d'antan n'existe plus, la pauvreté en tant que telle n'a cessé d'exister, selon certains témoignages, elle est perceptible au travers de jeunes qui se droguent et qui marchent « comme des squelettes vivants », dans les sans-abri dont le nombre a augmenté dans les dernières décennies, dans ces familles qui ont parfois du mal à se nourrir ou à travers ceux qui, selon M. Manuel, ont des « maisons à faire peur », tant la misère y est présente. Ceci témoigne, selon M. Tavares que le quartier continue à être touché de « la même misère, plus cachée, mais la même » qu'auparavant.

À plusieurs reprises, les personnes interrogées ont eu recours à des expressions telles que « pauvreté visible », ou « pauvreté invisible », pour expliquer les deux faces qui, selon eux, caractérisent la misère actuelle. Une femme expliquait que la face visible de la pauvreté est celle qui caractérise les sans-abri, la face visible affectant pour elle une grande partie des personnes du quartier, qui est dissimulée derrière les portes des maisons.

Ainsi, en dépit de changements importants tant dans la structure urbaine de Lisbonne et de ses quartiers, que dans le contexte politique national, certaines « traditions de la campagne » semblent perdurer, comme celle qui consiste à aider quelqu'un qui en éprouve le besoin, ou encore enterrer un sans-abri trouvé mort au coin d'une rue. Pourtant, les sans-abri d'aujourd'hui sont pour la plupart d'entre eux inconnus dans le quartier, ce qui rend leur assistance par les habitants plus difficile :

« C'était même pas de la pauvreté, parce que les personnes venaient jusqu'ici, s'ils arrivaient ici de la campagne et n'avaient personne; ils étaient sans emploi, et les voisins les aidaient (...), ils leur donnaient, mais bon, c'était bien plus chaleureux, il y avait plus d'amour qu'aujourd'hui; c'est difficile de trouver de l'amour aujourd'hui. (...) Mais les traditions de la campagne perdurent, ça continue de la même manière; aujourd'hui encore, cette femme de la place a fait il y a peu de temps un enterrement; elle a enterré un sans-abri qui

**fig. 4 Immeuble dégradé du quartier de la Mouraria**



a été trouvé mort ici et elle est venue demander, et nous avons fait une cérémonie pour lui; on contribue, parfois, à ces choses-là. Mais jusque-là (...), ceux qui apparaissaient comme ça sans-abri, il y en avait peu, ils dormaient sur les escaliers de nos immeubles et on les laissait. On les connaissait, on commençait à parler, ils venaient de la campagne, n'arrivaient pas à trouver du travail, et ils devenaient alcooliques et nous on les laissait dormir; ils ne faisaient rien de mal, ils n'urinaient pas dans la rue, ils ne faisaient rien que l'on puisse leur reprocher. Ici arrivait pas mal de monde des provinces et nous on les aidait comme on pouvait. Aujourd'hui on peut plus, hein? Parce qu'il y en a tant qu'il n'y a plus de possibilité de faire quoi que ce soit. » (D. Júlia)

### Les stratégies d'accès à la procédure de relogement dans le bidonville de Behrampada

Face à l'objectif plus resserré d'identifier et de décrire les manières dont les habitants du bidonville de Behrampada envisageaient des solutions leur permettant de bénéficier d'un logement dans le cadre de la procédure de rénovation en cours, nos entretiens ont conduit à recueillir plusieurs témoignages. De ceux-ci émanent des fragments de trajectoires résidentielles<sup>2</sup> qui témoignent de perspectives, motivations et desseins des individus (Becker, 1985), mais aussi de blocages et de freins face à la délicate question de demeurer sur place et de parvenir à l'amélioration de leurs conditions de vie dans la ville.

Les extraits de deux entretiens, l'un mené avec Habib, l'autre avec Nafisa, tous deux habitants du quartier, sont à ce titre éloquentes :

« Ma famille habite ici depuis 35 ans et nous sommes par conséquent éligibles. (...) On ne veut pas évacuer (les lieux, le logement) car on a peur de ne plus jamais pouvoir revenir à Behrampada; nous savons que seul un petit pourcentage d'habitants a la chance d'avoir un appartement dans les immeubles de réhabilitation. Je suis très énervée contre le constructeur, car en 25 ans il n'a construit que cinq immeubles. Il est très lent et n'agit que pour ses propres intérêts. J'ai peur de ne pas être relogée à Behrampada même, de ne plus avoir la même liberté, et la même sécurité. Ma famille possède une structure de trois étages où deux familles vivent (sa famille et celle de son frère marié). Nous demandons au constructeur et à l'association de résidents<sup>3</sup> deux appartements au lieu d'un seul mais il ne nous propose que

200000 roupies<sup>4</sup> pour évacuer le terrain. (...) Nous sommes très mécontents que les autres personnes aient accepté de partir, car nous sommes convaincus que le constructeur va mettre encore 25 ans à construire les immeubles. » (Habib).

Cet extrait d'entretien met en évidence la fragilité de la situation de certaines familles qui, ne faisant confiance ni aux institutions municipales ni aux organismes censés soutenir les habitants du quartier, tentent de résister dans un contexte où d'autres familles, voisines, ont abandonné toute perspective de relogement sur place. Le tissu de relations sociales, notamment celles qui engagent des acteurs influents dans la procédure (association de résidents, représentants du groupe immobilier assurant le relogement), semble ici déterminant pour prétendre bénéficier d'un appartement attribué par l'État dans le cadre de la procédure de relogement (fig. 5). Cette perspective ne contribue cependant pas, comme il serait possible de l'envisager, à « stabiliser » les trajectoires résidentielles dans le quartier : au contraire, elles semblent, comme en témoigne l'extrait d'entretien suivant, permettre à certaines familles d'obtenir – de manière illégale – plusieurs appartements, et d'ainsi opérer des transactions immobilières sur des logements sociaux d'État, au détriment d'autres familles.

« Mon mari est né à Behrampada. Nous nous sommes mariés il y a 25 ans et nous avons emménagé ici il y a 12 ans, nous habitons alors dans une structure illégale (hut). Mais mon mari possédait déjà un appartement dans le bâtiment Bismillah. Il y a 5 ans, nous avons acheté cet appartement à Mina Center pour 9 lakh (13000 euros en juin 2012). En 2005 nous avons aussi reçu un appartement dans le bâtiment B4 (bâtiment de relogement), puis nous avons mis celui-ci et l'appartement de Mina Center en location. Nous avons ensuite vendu l'appartement de Bismillah building pour 5 lakhs (7200 euros), et nous sommes allés vivre à B4 pendant 3 ans. Ce n'est qu'après que nous avons finalement emménagé ici (...) Dans les autres bâtiments il n'y a qu'une pièce. Ici c'est bien, il y a une chambre, une cuisine séparée et un grand salon (...). Mon mari connaissait Riaz, l'ancien propriétaire. La société coopérative savait aussi que nous avions déjà deux appartements lorsque nous avons reçu celui de B4. Mon mari est un ami des membres de la société... » (Nafisa).

2- Bien que le présent article n'ait pas la prétention d'éclairer particulièrement la question des trajectoires résidentielles, il convient néanmoins d'explicitier l'acception que nous retenons. Nous partageons à ce sujet la proposition effectuée dans *L'état des lieux des trajectoires résidentielles*, rapport de recherche coordonné par J-Y Authié : selon les auteurs de ce rapport qui, bien qu'il concerne l'étude du cas français, propose des éléments de définition générale, la notion de trajectoires résidentielles « fait référence aux positions résidentielles successivement occupées par les individus et à la manière dont s'enchaînent et se redéfinissent au fil des existences ces positions – en fonction des ressources et des contraintes objectives de toute nature qui dessinent le champ des possibles, en fonction des mécanismes sociaux qui façonnent les attentes, les jugements, les attitudes et les habitudes des individus, et en fonction de leurs motivations et de leurs desseins. Ce qui signifie aussi que « les mobilités et immobilités résidentielles ne prennent tout leur sens que par rapport à une trajectoire de vie qui engage de façon plus large les différents domaines d'implication des êtres sociaux » [Grafmeyer, Authier, 2008], et que l'analyse des trajectoires résidentielles doit également prendre en compte les autres « formes de mobilité » (professionnelle, familiale, sociale...) des individus (Authié, 2010 : 3).

3- Behram Sudhar Committee (BSC), « comité pour le développement de Behram »

4- Soit environ 2900 euros (juin 2012)

**fig. 5 Appartement attribué par l'État dans le cadre de la procédure de relogement**



Ahmed Zakarya Nagar/Behrampada, 17 m<sup>2</sup>

Ces témoignages, qui doivent être considérés dans leurs contextes sociopolitiques et temporels nationaux et, à ce titre, faire l'objet d'une prudence quant à leur interprétation, mettent en évidence la richesse de la mise en mots des situations individuelles et familiales vécues dans leurs lieux. Au travers de ces brèves mises en récits peuvent ainsi être révélés des fragments de l'espace vécu d'habitants confrontés à des changements socioéconomiques majeurs dont les conséquences sont observables dans les lieux de leur quotidien. En dépit des spécificités et des différences qui caractérisent les logiques sociopolitiques, la nature et la rapidité des changements à l'œuvre dans les deux contextes mobilisés ici pour exemple, les relations des individus et des groupes sociaux à l'espace et leurs représentations de la vie sociale ne sont pas dénués de tendances générales face auxquelles les chercheur-es sont en mesure de contribuer, comme le suggérait Renée Rochefort, à « la prise de conscience collective et à la solution des problèmes de société » (Rochefort, 1961)?

## COMMENTAIRES DE CONCLUSION

Comme le souligne Marion Ségaud (2009: 298), il importe au chercheur d'être attentif à la "tension entre l'homogénéité – tendance forte dans le contexte de la mondialisation – et la variation qui relève de l'observation du local". Pour l'auteure (2010) en effet, une standardisation des espaces et des modes de vie semble aujourd'hui s'accroître en même temps qu'un renforcement de logiques d'individualisation qui, de leur côté, permettent aux individus quotidiennement de s'approprier leurs espaces de vie et de les

reconfigurer selon leurs convenances, valeurs, positions et stratégies. Aussi, l'individu est un élément central de la relation entre global et local, si tant est que ce soit dans les processus d'individualisation de l'espace que se produisent, s'affirment et s'expriment les différences. Suivant ce raisonnement, c'est à cette échelle – le local - et au travers de la prise en compte de la dimension individuelle des rapports à l'espace que semble résider la pertinence d'un double regard entre géographie et anthropologie, nourrie d'une anthropologie de l'espace soucieuse de contribuer à "découvrir l'universalité de la différence" (Ségaud, 2010:10).

À l'image de ce que proposent Robert Cabannes et Isabel Georges (2011), nous cherchons à décrypter « les figures et les liens de l'expérience sociale », considérant que ces « figures d'expériences » permettent de rendre compte de vécus individuels ou personnels qui s'inscrivent et composent des expériences sociales, à tel point qu'il n'est pas rare de trouver, au travers de ces expériences, des individus « experts de leur propre société ».

La démarche d'observer, au plus près des faits et en contribuant à interpréter les situations sociales vécues, les formes de domination et les inégalités, de même que les modes selon lesquels s'articulent les différences sociales dans l'espace, les combinaisons et les déconnexions qui se composent tout au long de la vie dans l'espace urbain, ou encore les mémoires, les représentations, les pratiques et les projets individuels qui tissent la vie sociale urbaine, peut participer à construire un regard permettant de capter la complexité selon laquelle les individus se construisent en tant qu'êtres sociaux en ville, et produisent dans le même temps des rapports à l'espace dans lesquels ils s'inscrivent socialement.

Cette orientation, dont le présent article n'est qu'une esquisse qui mérite d'être approfondie, conduit à orienter

**fig. 6 Synthèse de la démarche adoptée**

